



## **CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX**

62 Rue SAINT ANTOINE  
75186 PARIS

**YVELINES (78)**

**RAMBOUILLET**

**Logement de fonction Félix Faure**

**Rénovation de deux appartements situés 12 place Félix Faure à Rambouillet**

**PRO / DCE**

**C.C.T.C.**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES**

**TOUS CORPS D'ETAT**

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I -</b>	<b>DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ÉTAT .....</b>	<b>1</b>
<b>1.1</b>	<b>DÉFINITION DE L'OPÉRATION .....</b>	<b>1</b>
<b>1.1.1</b>	<b>Corps d'état intervenants .....</b>	<b>1</b>
<b>1.1.2</b>	<b>Tranche et phasage.....</b>	<b>1</b>
<b>1.1.3</b>	<b>Prestations supplémentaires éventuelles .....</b>	<b>1</b>
<b>1.2</b>	<b>OBJET DU PRÉSENT DOCUMENT .....</b>	<b>1</b>
<b>1.3</b>	<b>DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES TECHNIQUES .....</b>	<b>1</b>
<b>1.4</b>	<b>EXÉCUTION DES OUVRAGES .....</b>	<b>2</b>
<b>1.5</b>	<b>BRANCHEMENTS PROVISOIRES .....</b>	<b>3</b>
<b>1.6</b>	<b>PROPRETÉ DU CHANTIER.....</b>	<b>3</b>
<b>1.7</b>	<b>MESURES DE SÉCURITÉ PROPRES AU SITE.....</b>	<b>3</b>
<b>1.8</b>	<b>PLANS D'EXÉCUTION - ÉTUDES.....</b>	<b>4</b>
<b>1.9</b>	<b>COORDINATION .....</b>	<b>4</b>
<b>1.10</b>	<b>CELLULE DE SYNTHÈSE .....</b>	<b>4</b>
<b>1.11</b>	<b>CONNAISSANCES DES LIEUX ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....</b>	<b>4</b>
<b>1.12</b>	<b>DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX EXÉCUTÉS DANS LE SITE .....</b>	<b>5</b>
<b>1.13</b>	<b>ORGANISATION DU CHANTIER.....</b>	<b>5</b>
<b>1.13.1</b>	<b>Etat des lieux .....</b>	<b>6</b>
<b>1.13.2</b>	<b>Zone de cantonnement du personnel.....</b>	<b>6</b>
<b>1.13.3</b>	<b>Accès / Approvisionnements / Protections.....</b>	<b>6</b>
<b>1.13.4</b>	<b>Mesures d'organisation générale du chantier .....</b>	<b>7</b>
<b>1.13.5</b>	<b>Panneau de chantier .....</b>	<b>7</b>
<b>1.13.6</b>	<b>Branchements d'eau et d'évacuation .....</b>	<b>7</b>
<b>1.13.7</b>	<b>Branchement en électricité.....</b>	<b>8</b>
<b>1.13.8</b>	<b>Signalisation / Balisage .....</b>	<b>8</b>
<b>1.13.9</b>	<b>Nettoyage de chantier / Environnement .....</b>	<b>9</b>
<b>1.14</b>	<b>ÉCHANTILLONS - MODÈLES - ESSAIS .....</b>	<b>9</b>
<b>1.15</b>	<b>PÉRIODES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>9</b>
<b>1.16</b>	<b>DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS.....</b>	<b>10</b>
<b>1.17</b>	<b>RELEVÉS PHOTOGRAPHIQUES.....</b>	<b>10</b>
<b>1.18</b>	<b>PERMIS DE FEU .....</b>	<b>10</b>
<b>1.19</b>	<b>REVÊTEMENTS CONTENANT DU PLOMB ET / OU DE L'AMIANTE .....</b>	<b>10</b>
<b>1.20</b>	<b>COORDINATION GÉNÉRALE DES TRAVAUX.....</b>	<b>11</b>
<b>1.21</b>	<b>OBLIGATIONS .....</b>	<b>11</b>
<b>1.22</b>	<b>NETTOYAGE ET ÉVACUATION DES GRAVOIS.....</b>	<b>12</b>
<b>1.23</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX.....</b>	<b>12</b>
<b>1.24</b>	<b>RESPONSABLE D'EXÉCUTION .....</b>	<b>12</b>
<b>1.25</b>	<b>OBLIGATIONS .....</b>	<b>13</b>

## CHAPITRE I - DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ÉTAT

### 1.1 DÉFINITION DE L'OPÉRATION

#### Les prestations envisagées concernent :

Les plans d'exécution et les travaux à exécuter pour la rénovation de deux appartements situés :

- 12 place Félix Faure à Rambouillet (78).

#### 1.1.1 Corps d'état intervenants

##### Les travaux sont répartis en cinq (5) lots traités par marché séparé :

Lot 01 – Installation de chantier – Maçonnerie – Plâtrerie

Lot 02 – Menuiserie Intérieure

Lot 03 – Peinture

Lot 04 – Plomberie – Chauffage

Lot 05 – Electricité

#### 1.1.2 Tranche et phasage

Les travaux de la présente opération sont réalisés en une tranche unique.

#### 1.1.3 Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objets.

### 1.2 OBJET DU PRÉSENT DOCUMENT

Le présent document complète les prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de chacun des corps d'état.

### 1.3 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES TECHNIQUES

Les matériaux et les matériels ainsi que les conditions de leur mise en œuvre devront être conformes aux prescriptions techniques des documents suivants dont les textes à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix.

1° - Les Normes Européennes – Eurocodes.

2° - Les Normes Françaises publiées par l'AFNOR – Groupe AFNOR - 11 Rue Francis de Pressensé – 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex

3° - Les publications du CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BÂTIMENT - 84 Avenue Jean Jaurès - 77447 Marnes-la-Vallée Cedex (Documents Techniques Unifiés - Cahier des Charges - Règles de calculs - Spécifications - Recommandations - Guides - Etc ...).

4° - Brochures n° 1011.1 et 1011.2 du Journal Officiel dans leur plus récente mise à jour, relatives à la sécurité contre l'incendie publiées par le Journal Officiel 26 Rue Desaix - 75732 - PARIS CEDEX 15.

5° - Aux diverses recommandations professionnelles relatives à chaque corps d'état.

6° - Aux divers Décrets et Arrêtés en vigueur.

7° - Les réglementations applicables aux Etablissements recevant du public.

8° - Les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'Etat et dont la décomposition dans son dernier état résulte du décret n° 2000-524 du 15 Juin 2000.

En cas de contradiction entre les textes mentionnés ci-dessus, ou entre ces textes et les prescriptions du descriptif et des plans, le Maître d'œuvre aura toute liberté d'interpréter ces textes dans le sens le plus favorable au Maître de l'Ouvrage sans que l'entrepreneur puisse prétendre à aucune indemnité ou plus-value de ce fait.

## **1.4**

### **EXÉCUTION DES OUVRAGES**

Les descriptions qui suivent, au chapitre DESCRIPTION DES OUVRAGES ont pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer, sur leur importance, leurs dimensions, et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif, et que l'entrepreneur devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux de sa profession indispensables pour l'achèvement complet des travaux.

Tous les documents écrits et graphiques remis à l'entrepreneur dans le cadre de l'appel d'offres concernant cette opération doivent être considérés comme une proposition qu'il devra examiner avant tout commencement d'exécution. L'entrepreneur devra impérativement établir les plans d'exécution de ses ouvrages et les spécifications techniques détaillées qu'il soumettra au maître d'œuvre et au contrôleur technique pour approbation. Il devra donc signaler au Maître d'œuvre les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés et l'observation des normes françaises.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans.

L'entrepreneur devra réaliser tous les relevés préalables nécessaires à l'établissement des plans d'exécution et à l'exécution des travaux et procéder aux mises au point ou rectifications éventuelles.

L'attention des entrepreneurs est attirée sur le fait que l'ensemble des travaux projetés devra être exécuté avec le soin et la rigueur indispensable à la réalisation d'ouvrages de qualité.

Chaque entrepreneur doit prendre connaissance de l'ensemble du projet de façon à être renseigné sur la répercussion des travaux des autres corps d'état sur ses propres ouvrages.

Il doit prendre à ses frais toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradation aux matériaux et ouvrages des autres entrepreneurs, comme il devra protéger ses propres ouvrages des dégradations pouvant être faites par d'autres corps d'état.

Il sera responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ces obligations.

L'entrepreneur devra par sa compétence en travaux des Monuments Historiques, compléter par son expérience professionnelle les indications données par les plans et les Cahiers des Clauses Techniques Particulières.

Aucun supplément ne pourra être accordé pour des compléments qui ne seraient que des obligations résultant des règles de l'art, et le Maître d'œuvre sera toujours en droit de refuser les ouvrages qui n'auraient pas la perfection voulue.

Afin d'éviter toute contestation en cours de chantier, il est rappelé que les entreprises devront effectuer une visite approfondie pour reconnaître les lieux, les accès, la nature et l'importance des travaux à réaliser.

## 1.5 BRANCHEMENTS PROVISOIRES

Les branchements nécessaires aux travaux seront établis en accord avec le Maître d'œuvre et le Maître de l'Ouvrage.

La réalisation des branchements provisoires de chantier pour l'électricité est à la charge de l'Entrepreneur du Lot 01.

La réalisation des branchements provisoires de chantier pour l'eau, ainsi que les évacuations sont à la charge de l'Entrepreneur du Lot 01.

**L'ensemble des consommations de fluides nécessaires au chantier seront réglées par le Maître d'Ouvrage.**

## 1.6 PROPRETÉ DU CHANTIER

Chaque entrepreneur est responsable de la propreté et de l'ordre devant régner sur l'ensemble du chantier, y compris les accès. Chaque entreprise devra nettoyer ses zones d'intervention et descendre et évacuer les gravois résultant de ses travaux.

Elles ne devront, en aucun cas, laisser "traîner" leurs outillages et matériaux sur le chantier, sous peine d'être retirés et enlevés aux décharges publiques.

Les entreprises devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les sols et les murs lors des livraisons et manutentions.

A la fin des travaux, la zone d'installations de chantier et la base vie devront être remises en état par l'Entrepreneur en charge du Lot 01.

Les entrepreneurs devront exécuter, en complément des nettoyages prévus ci-dessus, tous ceux demandés soit par le Maître d'Œuvre soit par le Maître d'Ouvrage.

La propreté du chantier et d'une manière générale les mesures particulières concernant l'organisation du chantier sont des éléments essentiels de l'offre du candidat.

**Les nettoyages seront impérativement compris dans le prix soumissionné.**

## 1.7 MESURES DE SÉCURITÉ PROPRES AU SITE

Les entreprises doivent se plier aux règlements et exigences de sécurité qui pourront être demandées.

Chaque entrepreneur devra fournir une liste complète et précise, mise à jour au cours des réunions de chantier, du personnel qui interviendra sur le site. Ce personnel devra porter un badge permettant de l'identifier facilement.

Il appartiendra donc aux entreprises de s'informer, lors de la visite des lieux, des contraintes liées aux règles de sécurité, et notamment, à celles régissant l'accès et le stationnement des véhicules de livraison.

L'ensemble des questions relatives à l'organisation, à l'hygiène et à la sécurité sera arrêté durant la période de préparation du chantier préalable au démarrage des travaux.

## **1.8 PLANS D'EXÉCUTION - ÉTUDES**

Les entrepreneurs doivent toutes les études d'exécution complémentaires à celles remises dans le dossier de consultation des entreprises.

Le Maître d'œuvre ne fournira aucun autre document que ceux contenus dans le présent dossier.

Ces études (plans, notes de calcul, etc ...) doivent être remises au visa du Maître d'œuvre, l'entrepreneur gardant la responsabilité des études d'exécution de l'ouvrage.

## **1.9 COORDINATION**

En complément des études d'exécution propres aux ouvrages de chaque lot, une coordination sera à réaliser entre les différentes entreprises. Cette coordination est exclusivement du domaine de la responsabilité des entreprises et rentre donc dans la phase d'exécution du projet.

La coordination aura pour objectifs :

- D'examiner les incidences que pourraient occasionner les adaptations de construction demandées par les entreprises.
- De coordonner les plans d'exécution et de fabrication des entreprises.
- De mettre au point les plans de calepinage en collaboration avec l'entreprise.

Toutes les entreprises participent autant que de besoin à la coordination.

Le Maître d'œuvre arbitre les conflits pouvant survenir entre les entreprises des différents lots.

## **1.10 CELLULE DE SYNTHÈSE**

Il n'est pas prévu de mission spécifique pour la création d'une cellule de synthèse pour le présent projet. En conséquence, la synthèse sera réalisée par les entrepreneurs des différents lots.

## **1.11 CONNAISSANCES DES LIEUX ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Chaque entreprise est réputée par le fait même de sa soumission, avoir pris connaissance :

- de la nature et de l'emplacement des travaux,
- des conditions générales, locales et particulières, ainsi que celles relatives à l'approvisionnement et au stockage des matériaux,
- des mesures de sécurité propres au site et aux conditions d'accès imposées,

- aux disponibilités en eau et en énergie électrique,
- aux caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux,
- et à tous autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues, et qui pourraient en quelque manière, influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

Les conséquences des erreurs ou carences des entrepreneurs dans la réunion des renseignements précédents ne pourront que demeurer à leur charge (notamment les problèmes relatifs à la sécurité).

En tout état de cause, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance :

- des accès possibles au chantier,
- des possibilités de stationnement et de giration des camions de livraison,
- des itinéraires obligatoires à emprunter, compte tenu de la réglementation de la circulation,
- des périodes d'interdiction de circulation et d'accès sur le site,
- des interdictions de nuisance vis-à-vis des tiers, bâtiments, riverains, voisins, etc. ...
- des possibilités de stockage.

En conséquence, ces prix tiennent compte de toutes les contraintes particulières en découlant et l'Entrepreneur ne peut en aucun cas prétendre à une indemnité en les évoquant.

## 1.12 DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX EXÉCUTÉS DANS LE SITE

**Il est bien précisé qu'aucune majoration sur les prix soumissionnés, ni aucune indemnité d'aucune sorte ne pourra être accordées :**

- Pour les limitations d'accès des véhicules de l'entreprise aux dates et heures imposées.
- Pour l'impossibilité ou les limitations imposées au stockage sur place exigeant l'évacuation immédiate des gravois au fur et à mesure de leur production, ainsi que la livraison des matériaux par petites parties, selon les besoins.
- Pour l'approvisionnement des matériaux au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
- Pour la présentation générale du chantier, matériels, palissades, échafaudages, bâches et protections diverses, qui devront être en permanence d'une qualité irréprochable.
- Pour les protections très soignées à mettre en œuvre et destinées à isoler les bâtiments voisins des nuisances (poussières). Ces protections devront être vérifiées régulièrement et révisées si nécessaire.

Le Maître d'œuvre pourra à tout moment exiger l'enlèvement ou le remplacement de tout élément défectueux ou détérioré, ou faire procéder à tous nettoyages aux frais exclusifs de l'entreprise.

## 1.13 ORGANISATION DU CHANTIER

La présente opération est soumise à la Loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 et au Décret 94-1159 du 26 Décembre 1994 pris pour son application à l'obligation d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les installations communes de chantier sont définies par le P.G.C. (Plan Général de Coordination) et au C.C.A.P.

L'entrepreneur du Lot 01, assurera l'organisation collective du chantier conformément au C.C.A.P. et soumettra au coordonnateur et au Maître d'œuvre son plan d'organisation.

En complément des informations fournies par les C.C.T.P., chaque entrepreneur devra prévoir dans son offre :

- Tous les échafaudages, agrès, câbles, cordages et moyens de levage, nécessaires à la réalisation de ses travaux.
- Toutes les protections nécessaires à la protection des ouvrages en place.
- Tous les déchargements, manutentions, stockage des matériaux et matériel.

Aucun dépôt de matériel ou de matériaux ne sera toléré à l'extérieur de l'emprise du chantier.

Les dépôts de matériaux et de matériels ne pourront en aucun cas nuire à l'avancement des travaux.

En cas de dégâts pendant l'amenée et l'évacuation des matériaux et matériel, les travaux de restauration seront la charge des entreprises responsables des dégâts.

Le maître d'œuvre pourra à tout moment exiger tout nettoyage aux frais exclusifs de l'entreprise responsable ou de l'ensemble des entreprises si l'auteur des dégradations ne peut être identifié.

#### **1.13.1 Etat des lieux**

Un constat de l'environnement sera dressé avant le début des travaux par l'entreprise du lot 01 en présence du représentant du Maître de l'Ouvrage, du Maître d'œuvre et d'un Huissier mandaté par l'entrepreneur du lot 01.

Les frais du constat sont à la charge du lot 01 et comprendront le rapport et un dossier photographique en 4 exemplaires papiers et 1 exemplaire informatique.

En cas de dégradation, l'entrepreneur responsable des dégradations devra assumer la prise en charge financière des travaux de remise en état. Si l'entrepreneur responsable ne peut être identifié, les travaux de remise en état seront pris en charge par l'ensemble des entreprises, la répartition se faisant au prorata du montant des marchés de chacun.

#### **1.13.2 Zone de cantonnement du personnel**

La zone de cantonnement (vestiaires, sanitaires, réfectoire) est mise à disposition de l'ensemble des entreprises. Ces locaux seront aménagés et équipés par l'entrepreneur du lot 01 pour les besoins de l'ensemble des entreprises intervenantes sur l'opération.

Ils seront conformes aux normes et règlements en vigueur du point de vue de leur surface, de leurs équipements (tables, bancs ou chaises, armoires individuelles fermant à clefs, appareils de réchauffage, etc ...).

Les locaux seront ventilés, chauffés, éclairés et nettoyés quotidiennement.

L'ensemble des aménagements et équipements ainsi que la remise en état est dû au marché du lot 01.

L'entretien, le nettoyage et l'hygiène de ces locaux seront également assurés par l'entreprise du lot 01.

#### **1.13.3 Accès / Approvisionnements / Protections**

L'ouverture et la fermeture du chantier seront réalisées en coordination avec les entreprises intervenantes au fur et à mesure.



Tous les accès seront ouverts et fermés quotidiennement par l'entrepreneur responsable. Il devra également s'assurer qu'aucune personne étrangère au chantier n'accède sur le site lors des ouvertures pendant les périodes travaillées.

Pour les interventions en dehors de la zone en travaux, les entrepreneurs devront coordonner leurs interventions et les conditions d'accès avec les différents services.

L'accès au chantier pour le personnel, le matériel et les matériaux s'effectuera conformément aux instructions du Maître d'œuvre.

#### **1.13.4 Mesures d'organisation générale du chantier**

Afin que le chantier se déroule dans les meilleures conditions, il est nécessaire de prévoir un ensemble de dispositions relatives à l'organisation générale des moyens qui devront être mis en œuvre.

Chaque entreprise devra, pendant la période préparatoire, mettre en place les installations nécessaires à la bonne conduite du chantier et repérer les lieux.

L'approvisionnement des matériaux et du matériel nécessaires se fera au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Les frais de stationnement, de protection et de signalisation sur la chaussée pendant la durée de livraison ou d'enlèvement sont à la charge de l'entreprise.

#### **1.13.5 Panneau de chantier**

L'entrepreneur du lot 01 doit la fourniture et la pose d'un panneau de chantier de 1,00m x 1,50m réalisé en quadrichromie posés sur une structure en bois et métallique.

Les caractéristiques des panneaux (texte, caractères, etc ...) seront établies en étroite collaboration avec le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage et seront soumises à leur approbation avant exécution.

##### ***La prestation comprend :***

- La fourniture du panneau.
- La pose et la fixation sur les profilés métalliques ou bois aux endroits indiqués par le Maître d'œuvre.
- L'entretien du panneau compris les nettoyages de graffitis.
- La dépose en fin de chantier.

Le Maître d'œuvre pourra exiger le remplacement du panneau détérioré aux frais exclusifs de l'entreprise.

#### **1.13.6 Branchements d'eau et d'évacuation**

**L'entrepreneur du lot 01 doit réaliser au titre de son marché les prestations ci-après :**

Branchements d'eau et d'évacuation réalisés conformément à la réglementation à partir des installations existantes ou des espaces publics proches, comprenant :

- Piquage sur le réseau existant en accord avec les services techniques ou des espaces publics proches, compris tous ouvrages et accessoires nécessaires.

- Mise en place d'un compteur de chantier.
- Mise en place des canalisations provisoires, souples ou rigides, de diamètre approprié aux besoins du chantier, compris tous ouvrages et travaux d'installation tels que supports, fixations, tranchées, remblaiement, regards, etc ... pour alimentation des installations provisoires de chantier et pour alimentation en eau et évacuation nécessaires aux travaux.
- Robinet ou vanne de fermeture et de distribution avec nez fileté.
- Bacs à l'aplomb des robinets pour récupération des eaux vannes et des eaux usées, compris raccordement sur le réseau d'évacuation.
- Dispositif de protection contre le gel.

#### **1.13.7 Branchement en électricité**

**L'entrepreneur du lot 01 doit réaliser au titre de son marché les prestations ci-après :**

Branchement réalisé conformément à la réglementation à partir des installations existantes à proximité et comprenant :

- Piquage sur le réseau existant en accord avec les services techniques compris tous ouvrages et accessoires nécessaires.
- Mise en place d'un compteur de chantier.
- La mise en place d'une armoire divisionnaire compris disjoncteur et coupe-circuits pour protection.
- Mise en place de lignes provisoires, de section appropriée aux besoins du chantier compris tous ouvrages et travaux d'installation tels que supports, poteaux, fixations, tranchées, remblaiement, etc ... pour alimentation des installations provisoires et pour alimentation d'un tableau de chantier à proximité des travaux.
- La fourniture et pose d'armoires de distribution compris coupe-circuits de protection, supports et fixations.
- La fourniture et pose de tableaux de chantier avec prises (1 à chaque étage et dans chaque logement).
- la fourniture et pose d'un éclairage pour l'ensemble du chantier par réglettes et projecteurs selon besoins.

#### **1.13.8 Signalisation / Balisage**

L'entrepreneur du lot 01 doit la fourniture, la mise en place et l'entretien de la signalisation et du balisage réglementaire :

- Panneau d'interdiction au public.
- Port du casque.
- Signalisation diurne et nocturne des clôtures.
- Panneaux de signalisation de circulation piétonne à l'intérieur et à l'extérieur de la zone chantier.
- Etc....

### 1.13.9 Nettoyage de chantier / Environnement

Chaque entrepreneur doit, après chacune de ses interventions, les nettoyages et les manutentions des gravats ou résidus résultant de l'exécution de ses ouvrages.

L'ensemble du chantier et tous les emplacements où les entrepreneurs auront été autorisés à circuler ou à déposer leurs matériaux, seront nettoyés immédiatement.

Les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les sols lors des livraisons et manutentions.

Les entrepreneurs devront exécuter, en complément des nettoyages prévus ci-dessus, tous ceux demandés soit par le Maître d'Œuvre soit par le Maître d'Ouvrage.

**Ces nettoyages et manutentions seront impérativement compris dans le prix soumissionné.**

En cas de non-exécution, un nettoyage sera assuré par une entreprise spécialisée et porté au compte de ou des entreprises défaillantes.

### 1.14 ÉCHANTILLONS - MODÈLES - ESSAIS

Tous les échantillons et modèles, demandés pour fixer les choix dans le cadre du CCTP et des dessins et calepins, devront être soumis à l'agrément du Maître d'œuvre avant une date à fixer d'un commun accord et au cours d'un nombre limité de rendez-vous de chantier, de manière à éviter la dispersion des présentations.

Les CCTP prévoient pour certains matériels, un échantillon de référence, et autorise la fourniture de matériels qualifiés d'équivalents.

Il est spécifié que l'appréciation d'équivalence des matériels présentés par l'entreprise, avec ceux de référence, appartient au Maître d'œuvre et qu'en cas de divergence de vue avec l'entrepreneur en ce qui concerne cette équivalence, celui-ci sera tenu de fournir les matériels de référence.

Les échantillons acceptés par le Maître d'œuvre pourront être groupés par panoplies et exposés dans un local spécialement affecté.  
Ils serviront de point de comparaison avec la fourniture sur le chantier.

L'entrepreneur aura à sa charge les frais de toutes natures afférents aux épreuves et aux essais qui seront demandés pendant ou après l'exécution des travaux.

D'autre part, il devra à la demande du Maître d'œuvre, réaliser certains prototypes sur place.

### 1.15 PÉRIODES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

L'attention des concurrents est tout particulièrement attirée sur les délais déterminés pour l'exécution des travaux de la présente opération.

Le fait de répondre à l'appel d'offres, implique l'acceptation de ces délais.

Les observations et remarques éventuelles de l'entrepreneur à ce sujet devront figurer dans son mémoire justificatif.

Pendant la période de préparation, le Maître d'Œuvre dressera après consultation des entrepreneurs le calendrier d'exécution des travaux. Ce document est contractuel et sera une pièce constitutive du Marché.

Les entrepreneurs s'engagent donc à prendre toutes dispositions pour travailler pendant les périodes de congés avec des équipes complètes et pleinement efficaces.

#### 1.16 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

En fin de travaux, un dossier conforme devra être remis par chaque entrepreneur au Maître d'Œuvre, avant réception.

Les modalités relatives à la composition et à la remise de ce document sont fixées dans le C.C.A.P.

La fourniture de ce dossier conditionnera le règlement définitif de l'entrepreneur.

#### 1.17 RELEVÉS PHOTOGRAPHIQUES

Chaque entrepreneur devra établir le relevé photographique des ouvrages qu'il réalise. Le dossier photographique doit comporter des vues de l'ouvrage ou des parties de l'ouvrage concerné avant travaux, des vues de différentes phases de chantier et des vues de l'ouvrage une fois les travaux achevés. Les photographies devront donner une vision exhaustive du chantier : vues d'ensemble, de détails et des ouvrages à reprendre.

Le dossier photographique doit être fourni en **quatre** exemplaires originaux et un CD. Les photographies devront être numérotées et présentées sous forme de tirages papier en couleur de format 9 x 13 cm (ou multiple). Chaque feuille doit porter l'identification de la commune et de du site (ou partie du site) et une légende (titre, date de prise de vue, éventuellement une référence de cliché).

Un schéma figuré en marge de chaque feuille et une flèche de couleur situera l'élément photographié sur le schéma.

Le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'œuvre se réservent le droit de reproduire et de publier les clichés de ce dossier photographique sans qu'il y ait de rémunération complémentaire pour ce cliché.

#### 1.18 PERMIS DE FEU

En cas de nécessité d'un permis feu, l'entrepreneur en fera la demande au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage lors des réunions de chantier, ce document sera alors établi en 4 exemplaires.

#### 1.19 REVÊTEMENTS CONTENANT DU PLOMB ET / OU DE L'AMIANTE

L'attention des entreprises est attirée sur la présence de revêtements contenant du plomb et/ou de l'amiante :

La réglementation en matière de protection des travailleurs contre les risques liés au plomb et à l'amiante est applicable en totalité. Les mesures relatives à la protection des personnes intervenantes, protections individuelles, protection collectives, protocole d'intervention de non contamination des installations de chantier, récupération des déchets et évacuations, suivant les recommandations de la CRAMIF et de l'inspection du travail sont incluses dans le prix de l'offre.

Chaque entreprise est tenue d'appliquer dans toute sa rigueur la réglementation définie par le Code du Travail, ainsi que les décrets, lois et textes qui le complètent.

Si une pollution au plomb du site et/ou des installations de chantier est constatée en raison de la défaillance d'une entreprise liée au non-respect des protocoles d'intervention définies dans les pièces marchés et selon les recommandations de la CRAMIF et de l'inspection du travail, l'aspiration et le nettoyage complet seront à la charge de l'entreprise défaillante.

Toutes les mesures de protections seront prises en compte selon les prescriptions de la notice PGC établie par le coordonnateur SPS.

Les précautions à prendre, l'achat des équipements spéciaux, les indemnités diverses versées aux compagnons ou au personnel de l'entreprise sont à la charge des entreprises concernées et donc inclus dans le prix global soumissionné.

Chaque entrepreneur devra prendre connaissance de tous les éléments utiles auprès du Maître de l'Ouvrage.

## 1.20 COORDINATION GÉNÉRALE DES TRAVAUX

Tout entrepreneur doit prendre connaissance de façon approfondie des programmes de travaux et C.C.T.P. de l'ensemble du projet en vue d'organiser, en accord avec le Maître d'œuvre, les stades de préparation, fabrication et mise en œuvre de ses ouvrages.

Il fournira en temps voulu, et selon les instructions qui lui sont données, les précisions relatives aux ouvrages dont l'exécution est liée à des sujétions communes.

Pendant la période de préparation, un calendrier précis d'enchaînement des tâches sera établi en concertation avec toutes les entreprises.

Il sera soumis, avant tout début d'exécution, à l'approbation préalable du Maître d'œuvre et modifié autant de fois que ce dernier le jugera utile.

Chaque entrepreneur s'engage formellement à respecter les décisions prises par le Maître d'œuvre quant à la marche et à la coordination des travaux dans le cadre du calendrier d'exécution et en vue de la mise en œuvre rationnelle des ouvrages quelles que soient les sujétions particulières imposées à son entreprise.

## 1.21 OBLIGATIONS

L'entrepreneur contracte par obligation l'exécution intégrale des travaux de sa profession nécessaires au complet achèvement des travaux projetés, conformément aux règles de l'art de la restauration et aux règlements en vigueur, quand bien même il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, si ces fournitures et façons sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Les prix comprendront :

- Toutes les plus-values et sujétions résultant de la nature des travaux, de l'emplacement du chantier et l'utilisation des lieux.
- Toutes les indemnités de déplacement, panier, etc... versées aux ouvriers au titre des contrats collectifs.
- Les façons et pose à toute hauteur, y compris l'entretien des échafaudages mis en place.
- Le nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
- L'enlèvement de tous les détritiques et gravois.

Aucune majoration ne pourra être admise dans les limites où les éléments nécessaires pourront être recueillis sur place ou découler des précisions données au C.C.T.P. en ce qui concernent l'emplacement du chantier, les sujétions spéciales, etc...

## 1.22 NETTOYAGE ET ÉVACUATION DES GRAVOIS

***Chaque entrepreneur doit l'évacuation des gravois résultant des travaux jusqu'aux décharges publiques, comprenant :***

- Les chargements et transports en camions, bennes, containers, les autres manutentions incluses dans les ouvrages.
- Les droits de décharges éventuels.
- Les nettoyages de voirie réglementaires.

### **Dispositions particulières :**

- Les gravois seront enlevés au fur et à mesure de leur production, quotidiennement.
- Mise en place d'un **tri sélectif réglementaire** avec évacuation séparée, qui sera réalisé dans la zone de stockage :
  - . des déchets inertes : maçonnerie, béton armé, etc...
  - . des bois, huisseries, charpentes, menuiseries, etc...
  - . des déchets plâtre (baccula des planchers et toitures), etc...
  - . des déchets industriels,
  - . des tuyauteries et déchets plomb,
  - . des déchets d'amiante,
  - . etc...

## 1.23 CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX

Les marques et références désignées dans le descriptif sont données à titre indicatif pour aider les entreprises dans leur chiffrage. Les entrepreneurs sont libres d'utiliser tout composant fonctionnellement et techniquement équivalent. Cependant la qualité, les caractéristiques et l'aspect doivent correspondre aux spécifications techniques demandées.

Ils seront préalablement soumis à l'approbation du Maître d'œuvre.

En cas de litige entre le Maître d'œuvre et l'entreprise, les marques et types de matériaux indiqués devront être respectés.

## 1.24 RESPONSABLE D'EXÉCUTION

L'entrepreneur désigne dès la passation du marché, un responsable de l'exécution qui doit être l'unique interlocuteur face aux représentants du Maître d'œuvre et du Maître de l'Ouvrage.

Cette personne doit avoir toutes les compétences requises pour répondre à toutes les questions concernant les installations et ceci, pendant la **durée intégrale** d'étude et d'exécution des travaux.

## 1.25

### OBLIGATIONS

L'entrepreneur contracte par obligation l'exécution intégrale des travaux de sa profession nécessaires au complet achèvement des travaux projetés, conformément aux règles de l'art de la restauration et aux règlements en vigueur, quand bien même il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, si ces fournitures et façons sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Les prix comprendront :

- Toutes les plus-values et sujétions résultant de la nature des travaux, de l'emplacement du chantier et l'utilisation des lieux.
- Toutes les indemnités de déplacement, panier, etc... versées aux ouvriers au titre des contrats collectifs.
- Les façons et pose à toute hauteur, y compris l'entretien des échafaudages mis en place.
- Le nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
- L'enlèvement de tous les détritux et gravois.

Aucune majoration ne pourra être admise dans les limites où les éléments nécessaires pourront être recueillis sur place ou découler des précisions données au C.C.T.P. en ce qui concernent l'emplacement du chantier, les sujétions spéciales, etc....

Lu et approuvé

L'Entrepreneur

